

Comment choisir le chef d'un parti?

David McFadden, député



Les candidats perdants, Dennis Timbrell à g. et Alan Pope félicitent le nouveau chef du Parti conservateur de l'Ontario, Larry Grossman, après sa victoire en 1985. (Canapress Photo Service)

Lorsque j'ajournai le Congrès d'élection du chef du Parti progressiste conservateur de l'Ontario le 26 janvier 1985, après l'investiture de notre nouveau chef, Frank Miller, j'étais heureux de mettre fin à trois mois et demi de travail intense que j'avais passés à organiser le Congrès. Je ne m'attendais absolument pas à assumer cette responsabilité une autre fois. Mais M. Miller ayant démissionné en août, je fus appelé à organiser un nouveau congrès qui eut lieu les 15 et 16 novembre et où Larry Grossman fut élu chef du parti au terme d'une lutte très serrée.

M. David McFadden est président du Parti progressiste conservateur de l'Ontario. Le texte qui suit est tiré d'un discours qu'il a prononcé lors du dixième colloque régional tenu à Ottawa en novembre 1985.

Ayant ainsi présidé en un an deux congrès d'élection du chef du parti et après avoir participé comme délégué à quatre autres congrès au niveau fédéral et provincial, j'ai eu, plus que tout autre, l'occasion de réfléchir sur la forme et l'efficacité de ces congrès dans notre système politique.

Avant de chercher à voir s'il n'y aurait pas un mode d'élection qui remplacerait avantageusement la formule de congrès que nous connaissons, j'aimerais d'abord relater l'histoire des congrès d'élection et en décrire l'organisation et les effets.

C'est seulement après la Première Guerre mondiale qu'on a organisé, au Canada, des congrès pour élire les chefs de parti qui étaient élus jusque là par le caucus parlementaire ou législatif du parti comme le fait encore de nos jours le Parti conservateur britannique. Ce sont les Libéraux qui, en 1919, réunirent le pre-

mier congrès national qui vit l'élection de MacKenzie King à la tête de leur parti. En Ontario, le premier congrès eut lieu en 1920 lorsque le Parti conservateur se donna pour chef Howard Ferguson. Le Parti conservateur fédéral se réunit pour la première fois en congrès en 1927 et choisit pour chef R.B. Bennett. Il est intéressant de noter que chacun de ces partis remporta une victoire éclatante aux élections générales qui suivirent immédiatement le congrès.

Si les hautes instances des partis ne voyaient pas d'un très bon oeil les congrès comme mode d'élection de leur chef dans les années 20 et 30, il n'est pas question aujourd'hui que les partis s'en remettent de nouveau au caucus parlementaire ou législatif pour élire leur chef. Le congrès d'élection du chef est devenu une partie intégrante et essentielle de notre vie politique, pour trois raisons fondamentales.

En premier lieu, le congrès constitue un moyen démocratique d'élire un chef avec la participation d'une fraction importante des membres du parti. D'aucuns se demandent cependant dans quelle mesure cette fraction est vraiment représentative d'un parti ou de l'ensemble de la société. Je sais d'expérience que les délégués reflètent fidèlement la vaste gamme d'opinions et de préoccupations d'un parti. En effet, le groupe des participants à un congrès d'élection comprend des délégués élus par chaque association de circonscription, des députés fédéraux et provinciaux, l'exécutif du parti et des représentants d'organismes de circonscription comme les associations d'étudiants, de jeunes et de femmes. Il rassemble donc les diverses composantes du parti.

Le congrès d'élection n'est toutefois pas nécessairement représentatif de l'ensemble de la société et n'est pas censé l'être. Tous les grands partis politiques cherchent à attirer dans leurs rangs le plus grand nombre possible d'individus et de groupes représentant les diverses couches de la population, mais aucun ne peut honnêtement prétendre que l'appui et la participation de ses membres est proportionnelle à leur importance dans la société. Selon sa philosophie et ses méthodes, un parti recueille la faveur de certaines personnes et de certains groupes plutôt que d'autres. Le congrès donne aux membres du parti l'occasion de choisir un chef prêt à défendre leurs idées auprès de l'électorat. Organisé avec rigueur et équité, il traduit fidèlement la volonté populaire d'un parti politique.

Deuxièmement, le congrès d'élection revêt une importance vitale à cause de son incidence positive sur l'organisation politique du parti. Les efforts déployés pour organiser le congrès, durant la campagne qui le précède et lorsqu'il a lieu, donnent à la multitude des participants l'occasion de vivre une expérience stimulante et mémorable. Bien que nombre d'entre eux puissent être déçus par la défaite de leur candidat, la plupart de ceux que j'ai rencontrés après un congrès, m'ont dit que c'était pour eux une occasion passionnante de participer directement à un événement historique. Les membres du parti qui prennent part à un congrès estiment contribuer encore plus directement au processus démocratique que lors d'élections générales. Ce sentiment de participation et d'engagement est essentiel pour soutenir le moral d'une formation politique.

En effet, le congrès d'élection joue, à cet égard, un rôle central et symbolique dans le renouvellement du parti. Il permet l'entrée en scène de nouveaux participants qui ont les aptitudes voulues pour assumer, dans le parti, des fonctions de premier plan. Chaque congrès est un point de départ menant inévitablement à un changement de la garde au sein du parti, ce qui est indispensable pour en préserver la vitalité. Il donne aux membres du parti l'occasion de participer directement et personnellement à cet acte essentiel de renouveau.

Enfin, un congrès d'élection du chef d'un parti tire son importance des répercussions qu'il a sur l'opinion publique. Les

congrès semblent ou bien n'avoir pas eu d'influence sur l'opinion publique ou bien avoir exercé une influence positive. Rien ne m'a prouvé que l'appui accordé à un Parti ait jamais diminué après un congrès. Les sondages Gallup et autres enquêtes montrent que les congrès qui ont conduit à l'élection de Bob Stanfield et Joe Clark à la tête du Parti progressiste conservateur, et de Pierre Trudeau et John Turner, à la direction du Parti libéral, ont immédiatement et considérablement haussé la popularité du parti auprès du public. Par ailleurs, le congrès qui a vu l'élection de Brian Mulroney n'a eu, d'après les sondages effectués peu après, aucune incidence notable sur la faveur du public pour le parti.

L'expérience semble toutefois indiquer que le congrès n'est qu'une rampe de lancement utile. Une fois que l'enthousiasme qu'il suscite disparaît, le nouveau chef doit vite consolider ses positions et chercher à accroître ses appuis afin de ne pas sombrer dans l'oubli, comme l'ont appris à leurs dépens Bob Stanfield en 1968 et John Turner en 1984.

Pour répondre au besoin légitime du parti de se faire connaître et d'accroître son appui auprès de la population, les organisateurs des congrès doivent faire la plus grande place possible aux médias. La presse et la radio peuvent couvrir l'événement presque sans gêner le déroulement du congrès. Par contre, la télévision a des exigences qui peuvent porter atteinte au confort et même à la sécurité des délégués et, éventuellement, modifier la forme et le programme d'un congrès. À notre congrès de novembre 1985, la presse avait dépêché quelque 1 400 journalistes accrédités, ce qui était énorme si on se rappelle que le nombre total des délégués ayant droit de vote n'était que de 1 686.

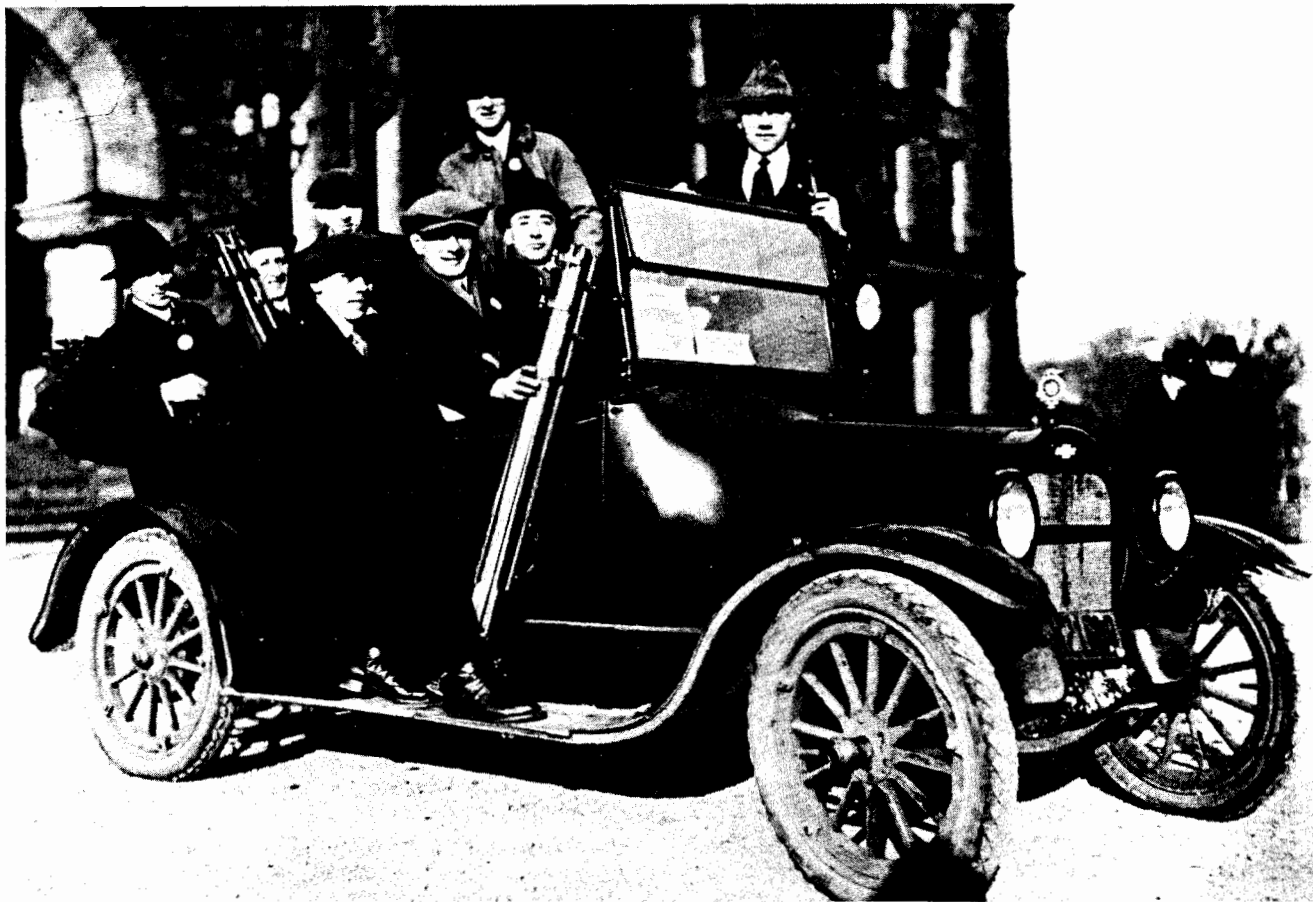
La télévision, pour sa part, était omniprésente dans la salle du congrès. Quatre réseaux de télévision avaient monté des studios sur des échafaudages hauts de quelque 30 pieds alors que sur 18 autres d'environ huit pieds de hauteur, leurs cameramen et ceux des autres stations balayaient la salle. En outre, tous les télédiffuseurs étaient reliés à un grand nombre de caméras manuelles télécommandées qui ont été utilisées durant le congrès.

Si l'on ajoute à tous ces studios de télévision et à ces caméras les sept cabines radiophoniques qui se trouvaient dans la salle même du congrès, celle-ci ressemblait plus à un studio de radiodiffusion où les candidats, les organisateurs de la campagne et les délégués interprétaient leur rôle sur le vif. Si la télévision a capté les événements politiques depuis plus de trente ans, les techniques perfectionnées et la multiplication des postes émetteurs au cours des quinze dernières années en ont fait le média le plus puissant et le plus captivant pour la diffusion des congrès.

Tous les partis veulent tirer parti de la télévision pour transmettre en direct le déroulement de leur congrès à des centaines de milliers de foyers. Le défi consiste néanmoins à donner à la télévision la place qui lui revient sans oublier cependant que la raison d'être d'un congrès à la direction du parti est de choisir un nouveau chef. Les organisateurs du congrès doivent donc, avant tout, veiller à ce que les délégués puissent voir et rencontrer les candidats et ensuite voter en paix et sans qu'aucun obstacle ne vienne les empêcher de suivre la campagne de leur candidat. Il est difficile d'établir un juste équilibre entre les intérêts du congrès lui-même et ceux des médias électroniques.

Certains membres de notre parti, s'inspirant de l'exemple du Parti québécois et du Parti social-démocrate de la Grande-Bretagne, réclament déjà que les chefs soient directement élus par les membres du parti. Ils allèguent principalement que l'élection directe permettrait à tous les membres du parti de participer pleinement et sur un pied d'égalité au choix du nouveau chef. Bien que cette idée ne manque pas d'attrait, elle présente néanmoins de graves et profonds inconvénients.

En premier lieu, comme nous l'avons fait observer plus tôt, les événements palpitants qui marquent les congrès d'élec-



Les attachés de presse de Queen's Park (en 1919) jouent un rôle de premier plan lors des congrès à la direction des partis en Ontario
 (Archives de la ville de Toronto)

tion des chefs de partis sont rapportés par les médias de façon intense pendant plusieurs jours. Même ceux qui ne s'intéressent pas de près à la politique suivent un congrès avec beaucoup d'intérêt. Mais, les membres d'un parti se rendant aux urnes à plus de cent endroits différents offrent un spectacle qui n'a rien de comparable à celui d'un congrès où le suspense rivalisé d'intensité avec le drame. Privée de l'impact des médias, l'élection d'un nouveau chef ne contribuerait certainement pas de la même façon à faire remonter la cote du parti.

Deuxièmement, un parti pourrait subir les pressions de divers groupes d'intérêt, de lobbistes et des partis d'opposition eux-mêmes. À moins qu'une date limite ne soit fixée pour l'inscription de nouveaux membres lorsqu'un chef démissionne, certains groupes d'intérêt et même des partisans d'autres formations politiques pourraient s'affilier en masse au parti et influencer sensiblement sur le choix du nouveau chef. Dans l'état actuel des choses, une telle tactique serait difficile à mettre en train puisque les groupes de l'extérieur seraient forcés de se déplacer d'une circonscription à l'autre, de recruter des membres et ensuite d'assister à diverses réunions pour le choix des délégués. Dans un système d'élection directe, ces groupes n'auraient simplement qu'à recueillir des adhésions dans une ou plusieurs circonscriptions et se présenter ensuite pour voter au jour désigné. Dotés d'une bonne organisation, ces groupes pourraient même mettre de l'avant leur propre candidat à la direction. On peut imaginer l'effet destructeur qu'une telle invasion par des groupes d'intérêt hostiles ou isolés pourrait avoir sur la force et l'unité d'un parti politique.

La dernière lacune que présente la notion d'élection directe est la possibilité qu'une ou plusieurs régions ou types de

circonscription puissent détenir un monopole sur le pouvoir. Il est plus facile, plus rapide et meilleur marché de recruter de nouveaux membres dans les grands centres urbains comme Toronto que dans les régions rurales ou nordiques. Par conséquent, dans une province comme l'Ontario, il est très possible que bien plus de 50 p. 100 des membres d'un parti viennent de la région de Toronto alors que celle-ci ne compte qu'un tiers seulement des sièges de l'assemblée législative. Grâce à une campagne de recrutement, la région de Toronto pourrait orienter le choix du chef, ce qui n'est pas autorisé par le système actuel.

En outre, les grandes circonscriptions qui comptent plus de membres écraseraient les circonscriptions plus petites. Par exemple, les 4 500 membres de ma circonscription sont aussi nombreux que ceux de plusieurs autres divisions électorales. Si l'élection est directe, les circonscriptions déjà puissantes le deviendraient davantage et les plus faibles faibliraient encore plus au sein du parti, puisque les candidats à la direction porteraient inévitablement leur attention sur les régions qui comptent le plus d'électeurs. Il n'en est pas ainsi aujourd'hui, bien sûr, puisque toutes les circonscriptions ont le même nombre de délégués. Une pareille concentration de pouvoir ou un tel monopole serait préjudiciable au parti qui, de ce fait, ne pourrait plus parler au nom de toutes les régions.

Les congrès d'élection d'un chef de parti ont évolué au cours des années en fonction des changements survenus à la fois dans les partis et dans la société; ils se sont aussi efforcés d'atteindre plus efficacement le grand public. Après plus de soixante-cinq ans d'existence au Canada, ces congrès, à mon avis, constituent encore le meilleur moyen de choisir le chef d'un parti. ■